

ration en matière de contrôle des armements et de désarmement, sans oublier la participation aux débats de planification de la politique régionale. Par exemple, le Canada a demandé récemment un moratoire sur les essais d'armes nucléaires, question qui suscite un vif intérêt chez les voisins de la Chine et les pays du sous-continent asiatique. Un autre exemple est le Forum Canada-Japon 2000 qui a permis un examen exhaustif des relations bilatérales des deux pays et des possibilités d'approche commune vis-à-vis des questions multilatérales. Parmi les recommandations du Forum, que les deux gouvernements étudient actuellement, notons la création d'un centre conjoint de prévention et de résolution des conflits, sur l'île de Vancouver; le centre pourrait susciter une participation élargie des pays de l'Asie du Pacifique et d'autres régions.

Enfin, nous nous sommes efforcés aux Nations Unies, aux rencontres des pays du G-7 et au sein d'autres institutions, d'encourager tous les pays de la région à respecter leurs engagements internationaux en matière de contrôle des armements, de non-prolifération et de droits de la personne. Aux Nations Unies, notre objectif est d'utiliser l'influence de cette institution dans les initiatives mondiales afin de favoriser une interaction positive et stimulante entre les niveaux international et régional. L'appel lancé par le Canada en faveur d'un Registre international des armements illustre bien cette approche.

Les autres gouvernements sont, par définition, nos partenaires naturels, mais nous sommes conscients qu'il y a beaucoup d'autres intervenants qui peuvent apporter leur contribution et ont le devoir de le faire. Nous nous engageons fermement à collaborer avec les milieux universitaires, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes de coopération.

Nous continuerons d'appuyer la recherche universitaire dans ce domaine : premièrement, par le financement d'une association d'universités canadiennes qui s'intéressent à la sécurité de l'Asie-Pacifique; et,

deuxièmement, en continuant d'appuyer l'organisation de forums d'experts des gouvernements et des ONG pour étudier les problèmes vitaux de la région.

Comme on peut s'y attendre, malgré les récents progrès accomplis au cours des dernières années, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir, et les tensions s'exacerbent dans certaines parties de la région. Il importe donc de penser davantage à la substance qu'au processus. Il serait plus prudent d'organiser des forums sur la sécurité avant que la nécessité ne se fasse encore plus sentir.

Selon moi, le sujet de préoccupation le plus important dans cette région est la Russie. Ce pays doit être admis dans le concert des nations de l'Asie-Pacifique. L'incertitude politique, dont nous avons eu un bel

La Corée du Nord est aussi au centre des préoccupations à cause de la menace immédiate de prolifération nucléaire. Le 12 mars, lorsque nous avons appris que ce pays se retirerait du Traité de non-prolifération nucléaire, j'ai exhorté le gouvernement nord-coréen à reconsidérer sa décision et à autoriser l'inspection de toutes ses installations. Pour le Canada, il est essentiel que le Traité soit entièrement respecté. Le retrait de la Corée du Nord est rétrograde, représente un grave problème et l'isole encore plus du reste du monde. Des consultations bilatérales et multilatérales se déroulent respectivement à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux Nations Unies.

Vous savez évidemment tous que la Corée du Nord a choisi de ne pas participer à cette conférence, une absence que nous regrettons.

On ne peut raisonnablement espérer réduire les tensions et encourager les mesures de confiance si le spectre de la production cachée d'armes nucléaires plane sur la région. Si le dialogue multilatéral sur la sécurité régionale avait été plus poussé, cela aurait peut-être permis d'éviter la crise actuelle.

L'intégration graduelle et complète de la Chine dans les institutions mondiales représente un autre problème de taille. Nous n'avons jamais cru que l'isolement de ce pays était de l'intérêt de qui que ce soit.

Toutefois, la Chine doit comprendre

que le Canada s'en tiendra à sa politique fondamentale de défense des droits de la personne et de la démocratie, que ce soit à Beijing, au Tibet, à Hong Kong ou à Taïwan. La croissance continue du budget militaire de la Chine, à un rythme largement supérieur à celui de sa croissance économique, continue de nous inquiéter beaucoup. La confiance et le respect mutuels, fondamentaux pour la sécurité régionale, ne pourront jamais se développer tant qu'il y aura des violations flagrantes des droits de la personne, des processus politiques qui feront obstacle à la démocratie, ou des stocks d'armes qui continueront de s'accumuler.



Un casque bleu canadien affecté auprès de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

Photo des Forces canadiennes

exemple cette fin de semaine, pourrait compromettre la politique de coopération du président Eltsine avec l'étranger, ce qui aurait des conséquences très graves pour l'Asie-Pacifique. Nous avons tous intérêt à la réalisation des réformes économiques et politiques en Russie — et le président Eltsine en est le seul maître d'oeuvre.

Acquérir la stabilité et un leadership solide en Russie permettrait la tenue de nouveaux échanges de vue bilatéraux avec le Japon, ce qui serait la seule façon de régler la question des territoires du Nord. Le règlement de ce différend ouvrirait la voie à une coopération économique plus étroite dans le Pacifique Nord, éliminerait les dernières craintes et ferait progresser la région.